

HANDICAP

Le secteur médico-social mobilisé

Environ 200 personnes se sont réunies à Bordeaux hier, réclamant l'accès pour tous les acteurs médico-sociaux du handicap aux revalorisations salariales

« Le Ségur pour tous » comme mot d'ordre. À l'appel d'un collectif de dix-neuf associations girondines du milieu du handicap, 200 personnes environ ont manifesté devant la Préfecture ce jeudi à Bordeaux. Aides-soignants et aides médico-psychologiques (AMP), éducateurs spécialisés, mais aussi parents et personnes en situation de handicap, tous réclament une meilleure prise en compte du secteur dans les mesures mises en place par le Ségur de la santé en juillet 2020.

Actuellement, et depuis le 13 avril 2021, seul le personnel soignant du champ du handicap est concerné par la revalorisation salariale de 183 euros, décidée par le gouvernement pour les personnels hospitaliers. Une mesure que les associations jugent insuffisante. « Le médico-social, c'est un travail d'équipe. Il n'y a pas que des soignants. Tout un pan des professionnels est laissé de côté », déplore Georges Dupon-Lahitte, le



19 associations girondines du champ du handicap se sont rassemblées hier. L.T.

président de l'Association pour adultes et jeunes handicapés (Apajh) de Gironde.

Question de « dignité »

Le secteur s'inquiète par conséquent d'une concurrence déloyale face aux hôpitaux, en matière d'attractivité des emplois. « Le champ du handicap compte déjà entre 20 et 3 % de

postes vacants. On craint que plus personne ne veuille travailler dans le médico-social, et que de plus en plus de personnes handicapées soient contraintes de se rendre à l'hôpital, qui coûte plus cher », ajoute Georges Dupon-Lahitte.

« Il en va de la dignité de celles et ceux dont nous nous occupons, de leur épanouissement dans les structures », ajoute Chantal Gonzalez-Laymand, présidente de l'Agimc, pour les infirmes moteurs cérébraux. Du côté des parents et proches, représentés par l'Adapei Gironde, on se préoccupe aussi de l'avenir : « qui va s'occuper des enfants et des jeunes handicapés plus tard, quand nous ne serons plus là ? », questionne Françoise, mère d'un jeune aidé par l'association.

Une délégation a été reçue par la Préfecture suite au rassemblement. Les présidents des structures espèrent « faire entendre un cri d'alarme ».

Théo Abarrategui